

# I. RAPPORT ANNUEL

## 1. Cadre logique

a. Valeurs indicateurs objectif: seulement si disponible (attention: obligatoire en année 3 et 5!), ou si une estimation raisonnable est possible

### Cadre logique – description de l'objectif spécifique et des résultats

	Zone	Ligne de base	Valeur année 3	Valeur année 5	Valeur 2017	Source de vérification
Cible(s) stratégique(s) CSC	1; 2; 3; 4; 6					
<b>Outcome / objectif spécifique</b>	<b>D'ici 2021, l'accès à l'eau (potable et productive), l'hygiène et l'assainissement dans le District de Bamako et dans les Régions de Koulikoro et Mopti est amélioré de façon participative, durable et équitable.</b>					
IO.1: Proportion des populations ayant un accès à un point d'eau géré de manière efficace, efficiente et durable	Bamako	20%	45%	60%		Inventaire des PEM; Rapport étude finale; Base de données SIGMA
	Koulikoro	0%	50%	70%		
	Mopti	60%	70%	75%	$((172PEM+3nouveaux) \times 400)/94000 \times 100=74\%$	
	<i><b>NB:</b> Les populations cibles sont: les usagers de 186 PE publics dans CI et CIV de Bamako (env. 75.000 pers), la population de la Commune de Mountougoula à Koulikouro (env. 20.000 pers), les usagers de 172 PEM dans les Communes de Konna, Korombana, Fatoma et OuroubéDoudé à Mopti (env. 94.000 pers) = 189.000 pers. Pour Bamako et Mopti la valeur de base est égale au résultat attendu à la fin du programme 14-16.</i>					
IO.2: Proportion des populations ayant un accès à un service d'assainissement efficace, efficiente	Bamako	65%	75%	80%		Enquête CAP initiale-finale
	Koulikoro	15%	25%	40%		
	Mopti	60%	70%	80%	ATPC en standby ; nombre de latrine scolaire HAMSx50 élèves $(99X50/3247X100)=152\%$	

et durable	<i>NB: Les populations cibles sont: la population de 7 quartiers périphériques des Communes I et IV de Bamako (env. 230.000 pers), la population de la Commune de Mountougoula à Koulikoro (env. 20.000 pers), la population de la Commune de Kewa à Mopti (env.25.000 pers) = 275.000 pers. A Bamako il s'agit de l'accès à un service de vidange professionnel; à Koulikoro et Mopti de l'accès à des latrines. L'enquête CAP fournira la valeur de base pour Bamako et Koulikoro, pour Mopti cette valeur est égale au résultat attendu à la fin du programme 14-16.</i>					
IO.3: Augmentation des bénéfiques moyens par producteurs/ productrices des jardins maraîchers et périmètres irrigués	Koulikoro	250 000 FCFA/ha	400 000 FCFA/ha	500 000 FCFA/ha		Rapport études diagnostic; Rapport étude finale
	Mopti	900 000 FCFA/ha	950 000 FCFA/ha	status quo	679720CFA	
	<i>NB: Les populations cibles sont: 200 producteurs/productrices à Koulikoro (Mountougoula) et 1.000 producteurs/productrices à Mopti (Kewa et Nema Badenyakafo). Les valeurs de base et cibles seront validés par un diagnostic au début du programme.</i>					
b. Valeurs indicateurs résultats: à remplir						
<b>Résultat 1</b>	<b>D'ici 2021, la disponibilité en infrastructures d'eau et d'assainissement est accrue dans les Communes I et IV du District de Bamako et dans la Commune de Mountougoula de la Région de Koulikoro</b>					
IR.1.1: Nombre supplémentaire d'infrastructures d'eau fonctionnelles	Bamako	186 PE publics dans les quartiers; 12 PE dans les écoles	+2 PE dans les quartiers; +6 PE dans les écoles	status quo (les infrastructures seront réalisées lors des 3 premières années de mise en œuvre)		Rapports de suivi des communes et ST; Base de données SIGMA
	Koulikoro	48 PEM dans les villages; dans les écoles:	+8 PEM dans les villages; +4 PEM dans les écoles			

		N/D				
	<p><b>NB:</b> Dans les 6 quartiers de la Commune I et IV il y a 15 écoles; dans la Commune de Mountougoula il y en a 12.</p> <p><b>N/D:</b> La ligne de base n'est pas disponible (données du PDESC non fiables). Elle sera complétée au début du programme</p>					
IR.1.2: Nombre supplémentaire d'infrastructures d'assainissement fonctionnelles <sup>1</sup>	Bamako	136 latrines scolaires; 459 branchements à 4 REFAID; 0 STBV	+12 latrines scolaires; +1 REFAID avec 70branch. +1 STBV	status quo (les infrastructures seront réalisées lors des 3 premières années de mise en œuvre)		Enquêtes CAP; Rapports des ONG IS, communes et ST
	Koulikoro	N/D	+18 latrines scolaires			
IR.1.3: Superficies de périmètres/jardins maraîchers valorisés <sup>2</sup>	Koulikoro	N/D	+1,5 ha	+4 ha		Rapport diagnostic; Rapports de suivi des ONG IS
	Mopti	8 ha périmètre maraîcher (PM); 111 ha périmètre rizicole (PIV)	+1ha PM; +2ha PIV	+1,5ha PM; +3,5ha PIV	7ha	
<b>Résultat 2</b>	<b>D'ici 2021, la population des quartiers d'intervention des Commune I et IV (District de Bamako), de la Commune de Mountougoula (Région de Koulikoro) et de la Commune de Kewa (Région de Mopti) a adopté de bonnes pratiques en matière d'eau, hygiène et assainissement.</b>					

<sup>1</sup> STBV = Station Traitement Boues de Vidange; REFAID = Réseau d'Egout à Faible Diamètre

<sup>2</sup> PM = Périmètre Maraîcher; PIV = périmètre irrigué villageois (riziculture)

IR.2.1: Pourcentage de la population des zones cibles ayant amélioré leurs pratiques d'hygiène et d'assainissement	Bamako	68%	75%	80%		Enquêtes CAP; Rapports de suivi des ONG IS
	Koulikoro	5%	25%	35%		
	Mopti	60%	70%	80%	ATPC en standby à cause de l'insécurité	
	<i>NB: Populations cibles: voir IO.2. Les pratiques à évaluer varient par zone d'intervention. Les valeurs de base et cibles seront validés sur base d'une enquête CAP qui sera réalisé au début du programme.</i>					
IR.2.2: Nombre de latrines/lavoirs-puisards fonctionnels construits-réhabilités sans subvention	Bamako	110 latrines et 200 lavoir-puisards	+200 latrines/lavoirs-puisards	+330 latrines/lavoirs-puisards		Enquêtes CAP; Rapports de suivi des ONG IS, communes et ST
	Koulikoro	N/D	+265 latrines	status quo		
	Mopti	1200 latrines	+700 latrines	status quo	ATPC en standby à cause de l'insécurité	
	<i>NB: Pour Bamako et Kewa la valeur de base est égale au résultat attendu à la fin du programme 14-16.</i>					
IR.2.3: Nombre de "écoles propres" ayant maintenu ce statut jusqu'à la fin du projet	Bamako	2	+4	status quo		Rapport de missions; Rapports des ONG IS, communes et ST
	Koulikoro	N/D	+4	status quo		
	Mopti	2	+6	status quo	HAMS en cours (13 écoles) 3247 élèves	
	<i>NB: Protos intervient dans 4/15 écoles à Bamako, 4/12 écoles à Mountougoula, et 6/15 écoles à Kewa. En total 8.800 élèves seront touchés (6.000 dans la CI et CIV de Bamako, 1.200 à Mountougoula et 1.600 à Kewa)</i>					
<b>Résultat 3</b>	<b>D'ici 2021, les ressources en eau sont mises en valeur selon les principes GIRE de la Commune de Mountougoula (Région de Koulikoro) et la Commune de Ouroubédoudé et Konna (Région de Mopti)</b>					
IR3.1: Nombre de	Koulikoro	0	+2 (signées)	+2 (suivies)		Convention GIRE; PV

conventions de gestion locale des ressources en eau signées et suivies	Mopti	2	status quo (focus sur suivi)	status quo (focus sur suivi)	2 signées et appliquées	cadres de concertation
IR3.2: Pourcentage de producteurs/-trices qui appliquent des techniques de valorisation d'eau dans leurs périmètres/jardins	Koulikoro	10%	20%	30%		Rapports des ONG IS et ST; enquêtes au début, à mi-parcours et à la fin du programme
	Mopti	30%	40%	50%	33%	
<p><i><b>NB:</b> Les populations cibles sont: 200 producteurs/-trices à Mountougoula et 1.000 producteurs/-trices à Kewa et Nema Badenyakafo. Les valeurs de base et cibles seront validés par un diagnostic au début du programme. 429 producteurs de Socoura (Diondiori, Sakarel, Sinah, Doundou et Nantaga)</i></p>						
<b>Résultat 4</b>	<b>D'ici 2021, la gestion des services d'eau potable et d'assainissement est améliorée dans les Commune I et IV (District de Bamako), de la Commune de Mountougoula (Région de Koulikoro) et les Communes de Konna, Korombana, Fatoma et OuroubéDoudé (Région de Mopti)</b>					
IR.4.1: Degré moyen d'application de la MO par les Communes en gestion/suivi des services de l'eau et l'assainissement	Bamako	70%	80%	90%		Etude diagnostic de base; enquêtes à mi-parcours et à la fin du projet
	Koulikoro	0%	30%	50%		
<p><i><b>NB:</b> Les sous-indicateurs à évaluer varient par zone d'intervention et seront défini lors de la formulation des trajets de RC des Communes. La valeur de base pour Bamako/Mopti se base sur le résultat attendu à la fin du programme 14-16.</i></p>						
IR.4.2: Degré moyen de performance (technique et financière) des	Bamako	20%	40%	60%		Rapports du programme; Rapports de suivi des communes et ONG IS
	Koulikoro	0%	50%	70%		
<p><i><b>NB:</b> La valeur de base pour Bamako/Mopti se base sur le résultat attendu à la fin du programme 14-16.</i></p>						
	Mopti	60%	70%	80%	63%	

fournisseurs des services d'eau potable et d'assainissement						
IR.4.3: Nombre de femmes sur les postes-clé des structures de gestion	Bamako	60%	65%	65%		Rapports du programme, ONG IS et communes
	Koulikoro	5%	20%	40%		
	Mopti	40%	45%	45%	43%	
	<i>NB: La valeur de base pour Bamako/Mopti se base sur le résultat attendu à la fin du programme 14-16.</i>					
<b>Résultat 5</b>	<b>D'ici 2021, les expériences sont capitalisées et utilisées dans les échanges entre acteurs du secteur, le plaidoyer au niveau local et national et l'information vers le grand public</b>					
IR.5.1: Nombre de personnes atteintes par la présentation des produits de capitalisation	Global	120 personnes par les produits R/A du programme 14-16; 0 pour les produits du programme 17-21	300 par les produits du programme 17-21	500 par les produits du programme 17-21		Rapports du programme et des ONG IS

c. Explication objectif: donner une courte explication si on estime que l'objectif pourra être atteint (ou pas) et pourquoi.

L'objectif pourra être atteint si les conditions sécuritaires s'améliorent dans les zones d'intervention. Ceci est un facteur extérieur que personne ne maîtrise. Sinon, c'est bien possible ; car les communes sont résolument engagées à nos côtés à travers la

signature des contrats de délégation, entre commune et artisan réparateur et quant aux bénéficiaires, ils ont adhéres à la politique de vente d'eau et ont compris la nécessité de présenter le bilan de gestion de leurs ouvrages. Les communes commencent à comprendre l'importance du suivi et de la reddition des comptes dans la gestion des ouvrages. Elles ont largement participé aux différentes redditions et ont contribué par des suggestions.

- d. Explication indicateurs résultats: plus de détails sur les valeurs; explication de déviations; explication si on est sur la bonne voie de l'atteinte du résultat.

Selon les indicateurs résultats 2, aucun d'entre eux n'a pu être atteint à cause de l'insécurité dans la zone. A ce titre, trois hypothèses sont possibles : Soit transférer les activités de l'ATPC de Kewa dans une autre commune, soit créer un cadre de concertation entre commune, comité villageois EHA et l'ONG IS afin de permettre aux deux premiers acteurs de mener les activités sous la supervision de l'ONG IS, ou attendre la pacification de la zone. Deux des activités initialement prévues dans les indicateurs de ce résultat, ont été transférées dans les communes de Konna et Fatoma. Il s'agit de la célébration de la journée mondiale du lavage des mains aux savons et celle des toilettes. La diffusion des deux célébrations aux radios locales a touché plus de 20 000 auditeurs. Les indicateurs ne peuvent pas être mesurés ; dans la mesure où les activités n'ont pas pu être menées à Kewa. De ce fait, nous ne pouvons pas affirmer que nous sommes en bonne voie de l'atteinte du résultat.

- e. Donner des indicateurs de l'avancement des trajets de renforcement.

Pour l'instant, les deux renforcements de capacités qui ont eu lieu ne nous permettent pas de donner des indicateurs de l'avancement des trajets. Nous voulons parler de la formation des producteurs maraichers et celle des enseignants qui ont été tenu respectivement en novembre et décembre dernier.

2. Activités (par résultat)

- a. En forme de tableau en 5 colonnes: description synthétique des activités prévues, état d'avancement, produits concrets, respect du timing, explication.

Description synthétique des activités prévues	Etat d'avancement	Produits concrets	Respect du timing	Explication
<b>Résultat 2: D'ici 2021, la population des quartiers d'intervention des Commune I et IV (District de Bamako), de la Commune de Mountougoula (Région de Koulikoro) et de la Commune de Kewa (Région de Mopti) a adopté de bonnes pratiques en matière d'eau, hygiène et assainissement</b>				
Réaliser une enquête CAP initiale et finale sur l'eau, l'hygiène et l'assainissement (Mopti)	L'activité n'a pas pu être réalisée	0 enquête	1 <sup>er</sup> trimestre 2017	Initialement programmée pour le 1 <sup>er</sup> trimestre, l'enquête CAP reprogrammée n'a pas pu être réalisée

				dans le 4 <sup>ème</sup> trimestre à cause de la dégradation de la situation sécuritaire dans la commune Kewa	8
ATPC et suivi post certification de la commune de Kewa	Cette activité est liée à l'activité 1	L'ATPC et post-certification non mise en œuvre	3 <sup>er</sup> trimestre 2017	L'exécution de cette activité dépend de la réalisation de l'activité 1 Toutes les activités liées à l'ATPC sont suspendues à cause de la situation sécuritaire dans cette commune	
EHA en milieu scolaire	Une session de formation organisée à l'attention des enseignants	26 enseignants formés sur HAMS 13 clubs d'hygiène/gouvernements d'enfants seront mise en place	4 <sup>e</sup> trimestre 2017	A cause du retard pris dans la délocalisation des activités de Kewa, NBK à Fatoma et Konna. Présentement, elle avance normalement car les enseignants ont été formés, la mise en place des clubs d'hygiène est en cours. La formation des CGS et la sensibilisation sont prévues pour le 1 <sup>er</sup> trimestre 2018	
Appui à la célébration des journées spéciales (journée mondiale des toilettes, journée de lavage des mains, journée mondiale de l'eau, quinzaine de l'environnement, etc.).	Célébration de deux journées sur EHA	2 journées célébrées (JMLMS et JMT) à Konna et Fatoma	4 <sup>e</sup> trimestre 2017	Les deux activités ont été réalisées selon le calendrier prévu. Les deux journées ont été célébrées respectivement à Konna et Fatoma. Elles ont mobilisé les autorités communales, administratives, les services techniques et les écoles. A travers la diffusion des deux événements dans les radios de proximité, plus de 20 000 auditeurs ont été sensibilisés sur l'importance de l'hygiène et l'assainissement.	
<b>Résultat 3: D'ici 2021, les sources d'eau à utilisation mixte sont mises en valeur selon les principes GIRE de la Commune de Mountougoula (Koulikoro) et les Communes de Ouroubé Doudé et Konna (Région de Mopti)</b>					
Suivre et évaluer les conventions élaborées dans les communes de Konna et Ouroubé Doudé (MYP 2014-	Le suivi de deux conventions est en cours	2 conventions sont appliquées et suivies	Du 1 <sup>er</sup> au 4 <sup>e</sup> trimestre	Le suivi continue dans les deux communes. Les comités se débrouillent	

2016)	(Samataka – Barsomé et Sassimba)			avec les moyens de bord pour gérer les deux forêts. Compte tenu de ce faible moyen, il est difficile d'atteindre les résultats escomptés. Les communes n'ont pas les moyens pour assurer le suivi. Elles sont à la recherche des partenaires qui les aideront à financer leurs activités.
Former/recycler les producteurs/trices et groupements de producteurs/trices des communes de Kewa et Nema BadenyaKafo	1 séance de formation sur les techniques culturales et l'agro-écologie a été organisée	25 maraîchers dont 20 femmes, 4 agents A.M et 2 stagiaires ont été formés	4 <sup>ème</sup> Trimestre	A cause de l'insécurité dans les communes de NBK et Kewa ; l'activité prévue dans le 2 <sup>ème</sup> trimestre 2017 a été délocalisée dans la commune de Socoura dans le 4 <sup>ème</sup> trimestre. une formation sur les techniques culturales et l'agro écologie a été organisée dans 5 villages (Doundou, Diondiori, Sakarel, Sinah et Nantaka). Vu le retard pris dans ce changement, les premières évaluations sont prévues en janvier 2018.
<b>Résultat 4: D'ici 2021, la gestion des services d'eau potable et d'assainissement est améliorée dans les Commune I et IV (District de Bamako), de la Commune de Mountougoula (Région de Koulikoro) et les Communes de Konna, Korombana, Fatoma et OuroubéDoudé (Région de Mopti)</b>				
Diagnostic actualisé de l'approvisionnement en eau potable au niveau des communes (fonctionnalité, mode de gestion, etc...) de Fatoma, Konna, Korombana et OuroubéDoudé	1 diagnostic réalisé	175 PEM diagnostiqués dans les 4 communes	3 <sup>e</sup> trimestre	Initialement prévu au 1 <sup>er</sup> trimestre, le diagnostic a finalement été réalisé au 3 <sup>e</sup> trimestre. Il a montré un certain nombre d'insuffisances (absence d'implication des communes dans le suivi, difficulté d'adaptation à la stratégie d'approvisionnement en eau potable par rapport au mode de gestion, faible formalisation, absence de cadre de concertation, etc.). ces insuffisances seront prises en compte

				lors des prochaines planifications annuelles. Certains problèmes étant complexes comme le suivi des points d'eau par les communes, nous allons accélérer la sensibilisation pour les permettre de le mettre dans leur PDSEC et leur plan opérationnel.	10
Dynamiser les comités de gestion et AUEP des communes de Fatoma, Konna, Korombana et OuroubéDoudé	65 PEM dynamisés sur 175	65 AUEP/CG formées sur leurs rôles et responsabilités	3 <sup>e</sup> trimestre	A la date d'aujourd'hui, 65 AUEP/CG ont été dynamisés/formés sur leur rôle et responsabilité dans les 4 communes. A cause du retard pris dans le diagnostic, la dynamisation n'a pas pu être effectuée dans le timing prévu. Les autres sont prévues courant 1 <sup>er</sup> trimestre 2018	
Appuyer le processus de reddition des comptes de gestion des ouvrages des communes cibles	10 séances de reddition ont été planifiées et réalisées dans les 4 communes (Kontza Peul, Konna, Bokoré, Korientzé et Tiécouraré, Diambadougou, Fatoma, Niacongo, Samaloye, Gninangou)	10 redditions organisées avec les résultats suivants : Montant recettes : 49 902 180 F CFA Montant dépenses : 40 532 175 F CFA Solde : 8 803 595 F CFA Montant en caisse : 7 230 200 F CFA Montant en banque : 1 693 485 F CFA		En termes de programmation les redditions étaient prévues dans le 2 <sup>e</sup> trimestre. A cause de l'indisponibilité des élus communaux, l'activité a été reportée à plusieurs reprises ; pour être enfin programmées aux 3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> trimestres. Sur les 11 prévues, 10 ont été réalisées. Quant à celle de Timè (commune de Konna) elle a été reportée à une date ultérieure à cause de l'insécurité.	
Appuyer la mise en œuvre des plans de suivi des ouvrages et des contrats par les communes de Fatoma, Konna, Korombana et OuroubéDoudé	Parmi les 4 communes seule celle de Ouroubé Doudé faisait le suivi des PEM avec l'outil de 14UNICEF	Commune Ouroubé Doudé fait le suivi des ouvrages en 2017.	Permanent	Aucun suivi n'a été effectué par les communes durant l'année 2017. La raison évoquée est le manque de moyens financiers. Comme le recouvrement est devenu difficile à cause de l'insécurité; les communes	

				ne disposent ni d'argent ni de partenaires pour financer les suivis. Les agents d'AM sont en train de réfléchir à une autre alternative pour mener cette activité (déléguer les conseillers communaux dans leur village et leur demander de suivre l'exécution du contrat de délégation entre commune et AUEP/CG) par exemple.
Appuyer le processus d'établissement des contrats entre les réparateurs villageois de pompes et les communes	3 contrats ont été signés avec les artisans dans les communes de Konna, Korombana et Ouroubé-Doudé L'application de ces contrats se fait normalement Korombana : 13 réparations depuis 2016 Konna : 3 réparations Ouoroubé-Doudé : 2	3 contrats signés sur 4	2 <sup>e</sup> trimestre	Les Communes de Korombana et Ouroubé Doudé et Konna ont respectivement établi des contrats fonctionnels avec un réparateur villageois. Le suivi se fait normalement par le conseiller chargé et les agents de AM. A la date d'aujourd'hui, la commune de Fatoma reste la seule commune où le contrat n'est pas encore signé pour des raisons que nous ignorons
Identifier et former les nouveaux élus et techniciens communaux et leur besoin de RC	54 élus ont été identifiés dans les 4 communes soit : Fatoma 11/17 soit 65% Konna : 20/27 soit 74% Ouroubé-Doudé : 9/17 soit 53% Korombana : 13/23 soit 57%	54 élus identifiés	3 <sup>e</sup> trimestre	L'identification a eu lieu et les besoins répertoriés. Il s'agit d'organiser une formation sur la MOC, définir les rôles et responsabilités d'un élu, renforcer les capacités de la commission EHA, etc. Il ne reste qu'à valider ces renforcements de capacités par Protos.
Diagnostic du fonctionnement de REFAID de Kouakourou	1 séance de sensibilisation a eu lieu avec la commune et le comité de gestion pour diagnostiquer le	1 diagnostic réalisé	3 <sup>e</sup> trimestre	A la suite du diagnostic, les problèmes suivants ont été décelés :le manque de paiement des cotisations, la mauvaise volonté de certains

	réseau (118 branchements et 3 fosses)			bénéficiaires, l'insuffisance d'implication de la commune, des regards bouchés occasionnant des fuites un peu partout, le manque de fonds du comité pour faire l'entretien, le non-respect des engagements pris. Il a été convenu d'inviter le comité de gestion et la Mairie à Mopti pour prendre des dispositions allant dans le sens de l'amélioration des actions. Cette activité n'a pas été réalisée. Les TDR n'ont pas été non plus élaborés. Elle sera programmée en 2018
Création d'un cadre de concertation entre Mairie, AUEP/CG et les usagers pour la gestion des ouvrages mise en place d'un mécanisme de suivi contrôle efficace pour une pérennisation des ouvrages	L'activité n'a pas pu être réalisée	Aucun cadre de concertation n'a été mis en œuvre	3 <sup>e</sup> trimestre	Comme l'union des comités n'a pas pu être mise en place faute de financement pour le déplacement et la prise en charge des délégués à la mairie, alors, le cadre de concertation n'a pas été instauré dans aucune commune. A titre de rappel, il était convenu d'organiser un cadre de concertation par commune après l'élaboration des TDR et du budget, vous nous avez dit qu'elle sera budgétisée dans le MYP 17-21
Formation des acteurs locaux des secteurs EPA sur des modules spécifiques (à définir)	Formation n'a pas eu lieu car aucun module n'a été défini par Protos et AM	Aucune formation des acteurs sur les modules n'a été réalisée	2 <sup>e</sup> trimestre	Cette formation n'a pas été réalisée puisqu'il n'y a pas eu de rencontre entre Protos et AM pour spécifier les modules de formation

- b. Si genre, environnement et renforcement de capacités ne font pas explicitement partie d'activités sous un résultat: ajouter une partie transversale.

Excepté la gestion des forêts, les autres composantes de EHA prennent en compte l'aspect genre. A cause de la délicatesse dans la gestion des forêts, le genre n'est pas impliqué dans cette activité. Comme besoin de renforcement de capacités, les acteurs EHA attendent un renforcement sur la gestion technique et financière de leurs ouvrages en accordant une attention particulière au genre.

### 3. Evolution des risques

- a. Voir tableau utilisé dans les rapports du MYP précédent

Estimation du risque (1)					Gestion du risque (pour les niveaux hauts et extrêmes)			Suivi du risque	
Source et nature du risque	P	E	N	I	Traitement	Responsable	Timing	Responsable	Quand
Insécurité politique	3	3	2	3	Retrait temporaire des agents dans les localités menacées, partage d'informations avec les autorités communales et les comités de gestion via le téléphone.	Protos/AM	Permanent	Protos/AM	Permanent
Présence des bandits armés	4	3	4	3	Délocalisation temporaire des activités dans les communes où la sécurité est acceptable	Protos/AM/commune	Permanent	Protos/AM/commune	Permanent
Remise en question des politiques sectorielles ou de décentralisation	1	3	1		Approche consolidée basée sur la MOC, avec Protos comme Maitre d'ouvrage délégué, qui en cas de besoin peut assumer une régie directe. Implication poussée du Gouvernorat, des Services étatiques et des Communes dans la mise en œuvre	Protos; Communes; Services étatiques	En occurrence pas d'actualité présentement	Protos; Communes; Services; Comité de Pilotage	En l'occurrence
Evènement climatologique extrême;	2	2	1	2	Insuffisance et arrêt précoce des pluies ; Renforcement de l'activité maraîchage pour juguler les effets de la famine	Protos; ONG d'IS; AUEP; Communes	Permanent + avant saison de pluies + si sécheresse	Protos; partenaires; services techniques	Périodique (réseaux et cadres concertation)
Mobilisation insuffisante des services techniques de l'Etat par manque de ressources	4	2	2	3	Formaliser un accord de collaboration concret avec les Services techniques. Mettre à leur disposition les moyens matériels en cas de nécessité. Veiller à qu'ils accomplissent leur mission régaliennne en s'appuyant sur les lois et textes en vigueur.	Protos/AM Gouvernorat	occurrence: Peu probable; approche testée	Gouvernorat Services techniques	Périodique (Comité de pilotage)
Conflits entre utilisateurs des PEM	2	3	3	2	Faire de la GIRE-CC le cadre référentiel de la stratégie. Promouvoir le dialogue et la concertation à travers des cadres de concertations. Promouvoir et appuyer la signature de conventions collectives de gestion des PEM, privilégier la communication participative comme solution de sortie de crise	Protos; ONG d'IS; PNE Mali ; AUEP/CG	Permanent	Protos; ONG d'IS; AUEP Communes Services d'état	Périodique (cadres concertation GIRE)

(1) P = Probabilité; E = Effets; N = Niveau du risque; I = Impact sur résultat ...; 1 représente le niveau le moins élevé; 5 celui le plus élevé.

b. Evolution des risques du tableau du MYP

Avec la volonté politique affichée ces derniers temps on peut dire qu'il y a espoir pour un futur meilleur. A titre d'exemple, le déploiement de l'armée dans certaines de nos zones d'intervention, la création de la force sous régionale (G5-Sahel) dont le siège se trouve dans la région de Mopti constituent des signes positifs pour un lendemain meilleur.

c. Ajouter – le cas échéant – des nouveaux risques

Estimation du risque (1)					Gestion du risque (pour les niveaux hauts et extrêmes)			Suivi du risque	
Source et nature du risque	P	E	N	I	Traitement	Responsable	Timing	Responsable	Quand
Absence de suivi des communes	3	3	2	3	Appuyer les communes et la commission EHA dans le suivi, à travers, des renforcements de capacités, mettre à leur disposition des moyens financiers, mettre en place l'union des AUEP et un cadre de concertation intercommunale facilitant un suivi efficace et durable des points d'eau.	Protos/AM/communes	Permanent	Protos/AM	Permanent
Grève des enseignants	4	2	2	3	Impliquer davantage les CGS dans la gestion des affaires scolaires en lieu et place des enseignants	Protos/AM/CGS	Quelque fois	Protos/AM/CGS	Permanent

4. Durabilité: en forme de tableau → par type de durabilité: (a) quels sont les facteurs qui influencent de façon positive, (b) de façon négative, (c) quelle est la conclusion et (d) quelles sont les mesures à prendre (éventuellement)?

Type de durabilité	Les facteurs qui influencent de façon positive	De façon négative	La conclusion	Les mesures à prendre
Durabilité technique	-Formation et contractualisation avec les artisans réparateurs, les délégataires -tenue régulière des réunions statutaires des AUEP/CG avec PV - création d'une union des AUEP/CG et un cadre de concertation dans les communes -Application et la mise en valeur des techniques culturelles liées au changement climatique	-Absence de contrat entre les artisans réparateurs et la commune - absence de suivi des activités par la commune et les services techniques -insuffisance de formation des acteurs (élus EHA, artisan-réparateurs,	-La création de l'union des AUEP/CG -Mise en application des plans de suivi -Responsabilisation des acteurs clés -incitation à l'adoption des pratiques agro écologiques de façon intégrale	-Favoriser le dialogue entre les acteurs afin de trouver une gestion consensuelle -Sensibiliser davantage les AUEP/CG à collaborer avec les artisans réparateurs -Organiser des renforcements de capacités des acteurs -veiller à l'application des nouvelles pratiques culturelles par les exploitants

		gestionnaires, etc.) -Le non- respect des mesures dans l'application des techniques culturales		
Durabilité économique et financière	-Adoption d'un mode de gestion consensuelle -application de la transparence dans la gestion des ouvrages (reddition de compte) -réduction des maladies liées à EHA -augmentation de la rentabilité -diminution des charges de productions -facilité d'accès aux artisan-réparateurs	-non-paiement des services d'eau - tenue irrégulière des redditions de compte -insuffisance des mesures d'hygiène -non-respect des pratiques culturales	-sensibilisation des acteurs sur l'importance de leurs rôles et responsabilités -application correcte des techniques agro écologiques	-élaboration d'un plan de suivi consensuel entre les acteurs - création d'un comité technique de suivi des pratiques techniques culturales
Durabilité sociale	-implication et responsabilisation des femmes à des postes clés dans la gestion des ouvrages ; - responsabilisation des enfants au niveau de l'école à la vie communautaire (participation aux travaux collectifs, sensibilisation communautaire, etc.) ; -promotion de l'autonomisation financière des femmes dans la production maraichère ; -maintien de l'équilibre social au niveau des ménages -gestion saine des ouvrages par le genre -diminution des conflits autour des ressources naturelles à travers la GIRE	-influence de la société patriarcale -insuffisance d'engagement des femmes - discorde dans la distribution des postes clés des AUEP/CG	-sensibilisation pour un changement de mentalité -IEC des acteurs	-création d'un cadre de concertation communautaire impliquant hommes et femmes -protection du genre dans la gestion de la chose publique
Durabilité institutionnelle	- Responsabilisation des collectivités et des bénéficiaires à travers la MOC -implication effective des acteurs clés du WASH	Non application des textes et règlements en vigueur	Application de la stratégie nationale d'approvisionnement en eau potable	Initier des campagnes de sensibilisation et de formation des acteurs sur la stratégie nationale d'approvisionnement en eau potable
Durabilité environnementale	-Adoption des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement préservant l'environnement	-Non-respect des pratiques d'hygiène	-élaboration et adoption des	-mettre un comité de suivi des conventions locales

	-gestion optimale des ressources naturelles par l'approche GIRE -adoption des pratiques agroécologiques favorisant la fertilité naturelle du sol et en le protégeant des produits chimiques	et d'assainissement -manque de concertation des acteurs dans la gestion des RN	conventions locales de gestion des RN -application des pratiques agroécologiques dans le maraichage	- inciter les acteurs à respecter les normes environnementales -promouvoir un dialogue inclusif dans la gestion environnementale
--	--	---	--	---

5. Evolution des synergies

a. En forme de tableau et par synergie prévue dans le programme: activités réalisées, facteurs limitant ou stimulants, appréciation globale, mesures à prendre

Activités réalisées	Facteurs limitant ou stimulants	Appréciation globale	Les mesures à prendre
-Hygiène en milieu scolaire -Célébration des journées mondiales du lavage des mains au savon et des toilettes avec les partenaires WASH Le partenariat Commune de Konna et Wetland pour la gestion et le suivi de la forêt de Sassimba	-Absence de rencontre formelle avec les ONGs intervenant dans le WASH -complémentarité en termes d'information et de sensibilisation -concertation entre les services intervenants dans le WASH pour une bonne prise de décision -convivialité dans l'exercice des activités WASH sous leadership de l'UNICEF Le partenariat permet aux acteurs de la convention d'être opérationnels	Partage d'information, solidité des relations avec les partenaires, mutualisation des efforts, Insuffisance de collaboration sur le terrain  Bonne collaboration des acteurs WASH, des communes et de l'administration  Une bonne gestion environnementale des ressources naturelles de la forêt de Sassimba	Créer un cadre de concertation formelle entre les acteurs WASH évoluant dans une même localité Organiser des ateliers de mise à niveau des acteurs Opérationnaliser le cluster WASH de la région  Prévoir un espace de partage des résultats du partenariat

b. Laisser de la place pour décrire d'autres synergies non prévues dans le programme (aller aussi au-delà de l'histoire belgo-belge)

Le cluster WASH prend en compte toutes les ONGs intervenant dans le domaine WASH au niveau de la région. Mais, son opérationnalisation pose problème pour le moment. C'est un cadre idéal pour discuter de toutes les activités EHA mais aujourd'hui les acteurs ne se réunissent que pour des événements spécifiques (célébration journée mondiale, cadre de concertation annuelle de la région, etc.).

6. Aperçu de l'évolution du contexte et de l'influence sur le programme.

La situation a une grande influence sur l'exécution du programme ; car le programme intervient dans certaines parties des zones sous occupation. A cet effet, plusieurs activités sont à l'arrêt (ATPC à Kewa, formation des producteurs à NBK, mise en place de l'union des AUEP, le REFAID, etc.). Sans oublier la grève des enseignants qui arrive souvent de façon imprévue impactant les activités.

7. Explication des problèmes dans l'exécution du programme et les mesures prises.

La présence des groupes armés empêche l'exécution des activités car ils y sont hostiles. Ils nous interdisent de tenir des réunions avec les communautés, rejettent les fonds venant des ONGs. A cause de l'absence des élus provoquée par l'insécurité, les maires ne sont pas disponibles pour le programme alors le programme encourage la MOC. Cette situation nous a contraints à délocaliser certaines activités des communes de Kewa et NBK à Fatoma et Konna. Il s'agit de l'hygiène en milieu et la formation des producteurs et exploitants maraichers.

#### 8. Aperçu des leçons pour le programme

Au-delà de la consolidation des acquis :

- Prévoir des réalisations/réhabilitations d'infrastructures dans le programme. La plupart des bénéficiaires nous expriment ce besoin ;
- Budgétiser le suivi des activités pour la commission WASH ;
- Prévoir des kits pour les écoles afin de stimuler leur adhésion au programme ;
- Organiser des renforcements de capacités pour les gestionnaires et les élus de la commission EHA ;
- Mettre en place un cadre de concertation entre les AUPEP/CG afin de juguler les difficultés qui entravent le bon fonctionnement des PEM ;
- Prévoir des cadeaux d'encouragement pour les lauréats du concours « école propre ».
- Impliquer les notabilités dans la gestion des points d'eau.

**NB : A cause du retard pris dans le démarrage du MYP 4 et la délocalisation de certaines activités des zones occupées, nous n'avons pas pu renseigner les indicateurs du cadre logique. Ils seront renseignés dans le rapport annuel de 2018 afin de constater l'avancement des activités.**